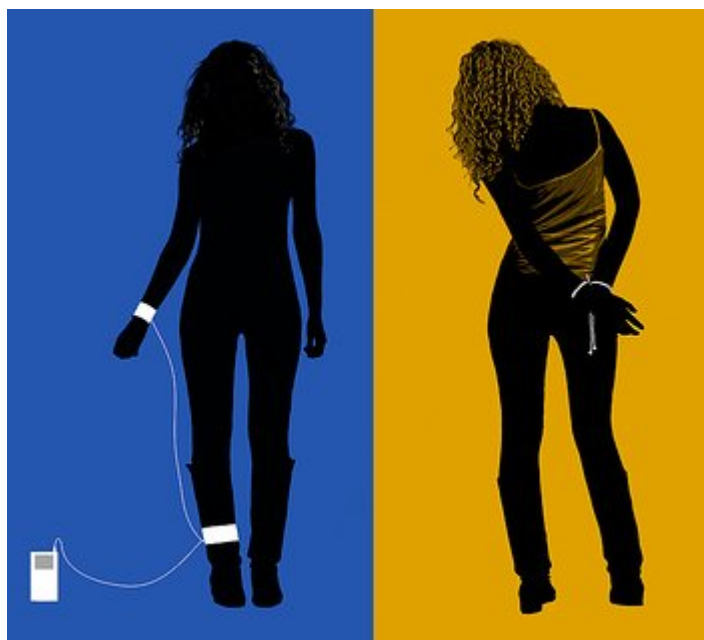


Mardi 4 mai 2010 : Journée Mondiale contre les DRM

Le 21 mars 2010 aura lieu la dixième édition de l'initiative Libre en Fête, permettant de faire découvrir le logiciel libre sur tout le territoire français.



Mais il n'y a pas que des journées de *promotion*. Dicté par le contexte actuel, il existe également des journées de *résistance*.

Ainsi en va-t-il du 4 mai prochain que la Free Software Foundation et l'Open Rights Group ont décidé d'ériger en « Journée Mondiale contre les DRM », (ou GDN en français, pour Gestion des Droits Numériques).

Il faut dire que le sujet est malheureusement toujours, voire plus que jamais, d'actualité. Pour s'en convaincre il suffit de parcourir cette longue chronologie non exhaustive de faits et de méfaits qui courent sur une décennie sur le site Defective by Design (la lecture de l'article dédié de Wikipédia étant également particulièrement instructive)^[1].

Il y a un choix à faire (ou tout du moins accepter les alternatives). Soit contraindre la technologie actuelle pour la forcer artificiellement à rentrer dans les cases de la production de valeur de l'économie d'avant (fondée

principalement sur la captation du client et la rareté du produit). Soit s'adapter et tirer parti des formidables possibilités de création et d'échanges liées à l'interopérabilité des fichiers, leur copie et leur remix à coût marginal, ainsi que leur diffusion massive et rapide sur le réseau.

En 1997, Richard Stallman écrivait sa nouvelle Le droit de lire. De la pure science-fiction (ou du délire paranoïaque) a-t-on pu alors penser. Sauf qu'en 2009, Amazon a décidé, sans préavis et sans accord préalable, de s'introduire dans le Kindle de ses clients pour en effacer tous les romans 1984 de George Orwell (notes des lecteurs incluses). La réalité peut toujours dépasser la fiction...

Journée mondiale contre les DRM : mardi 4 mai 2010

Day Against DRM: Tuesday, May 4th 2010

*Holmes Wilson- 25 février 2010 – Communiqué FSF
(Traduction Framalang : Don Rico)*

« Chaque fois qu'une entreprise conçoit des produits destinés à limiter nos libertés, nous devons nous organiser afin de déjouer ses projets » – Richard Stallman, président de la FSF.

Le 25 février, des groupes pour la défense de la justice sociale et les droits en ligne ont annoncé que le mardi 4 mai 2010 aura lieu la Journée Mondiale contre les DRM.

La Journée contre les DRM réunira de nombreux acteurs – organisations pour l'intérêt public, sites Internet et citoyens –, qui mettront sur pied une opération destinée à attirer l'attention de l'opinion publique sur les dangers d'une technologie qui restreint l'accès des utilisateurs aux films, à la musique, à la littérature, aux logiciels, et d'ordre plus général à toutes les formes de données

numériques. De nombreux dispositifs de DRM enregistrent les activités de l'utilisateur et transmettent leurs données aux grosses entreprises qui les imposent.

Dans le cadre de sa campagne anti-DRM, Defective by Design, la Free Software Foundation (FSF) participera à la coordination des activistes anti-DRM de par le monde pour mobiliser l'opinion publique contre cette technologie antisociale. Il a aussi été publié un billet offrant un bref historique d'une Décennie de DRM (*NdT : Decade in DRM*).

« Les DRM s'en prennent à votre liberté à deux égards. Leur but est d'attaquer votre liberté en limitant l'utilisation que vous pouvez faire de vos copies d'œuvres numériques. Pour cela, ils vous obligent à utiliser des logiciels privés, dont vous ne contrôlez pas les actions. Chaque fois qu'une entreprise conçoit des produits destinés à limiter nos libertés, nous devons nous organiser afin de déjouer ses projets, » a déclaré Richard Stallman, le président de la FSF.

Jim Killock, le directeur exécutif de l'Open Rights Group, précise quant à lui que « les dispositifs de DRM sont une catastrophe pour les usages légaux de musique, de films et de livres. Ils sont conçus pour enchaîner les utilisateurs à des logiciels et à des appareils particuliers, et anéantissent vos droits à l'usage de la liberté d'expression tels que l'information, l'enseignement et la critique. À cause des DRM, vous n'avez plus la maîtrise des données et êtes à la merci des fabricants. »

Richard Esguerra, de l'Electronic Frontier Foundation, partenaire de la Journée contre les DRM, explique que « Les activistes et les utilisateurs de technologie bien informés ont joué un rôle clé dans la dénonciation des méfaits des DRM à l'époque où les mesures techniques consistaient en programmes anticopie. À présent, les DRM évoluent car les entreprises cherchent à limiter les utilisateurs bien au-delà de leur capacité à copier des fichiers. La Journée mondiale

contre les DRM est une nouvelle occasion de relever le défi et de se battre pour la liberté technologique. »

Les évènements, partenaires et partisans qui s'ajouteront à la « Journée contre les DRM » seront annoncés à mesure que la date approchera. Les organisations et les particuliers qui souhaitent s'impliquer peuvent contacter info@defectivebydesign.org ou se rendre sur le site <http://defectivebydesign.org/> pour s'inscrire et suivre la campagne.

La Free Software Foundation

La Free Software Foundation, fondée en 1985, se consacre à la défense des droits des utilisateurs à utiliser, étudier, copier, modifier et redistribuer les programmes informatiques. La FSF promeut la conception et l'utilisation des logiciels libres – en particulier du système d'exploitation GNU et de ses dérivées GNU/Linux –, et d'une documentation libre pour les logiciels libres. La FSF contribue aussi à informer le public sur les questions éthiques et politiques qui sont en jeu dans la liberté d'utilisation des logiciels ; ses sites Web, que l'on trouve aux adresses fsf.org et gnu.org, offrent d'importantes sources d'information sur GNU/Linux. Si vous souhaitez soutenir financièrement l'action de la FSF, vous pouvez faire un don sur la page <http://donate.fsf.org>. Son siège se trouve à Boston, Massachusetts, aux États-Unis.

L'Open Rights Group

L'Open Rights Group est un groupe de défense des droits numériques basé au Royaume-Uni, qui vise à attirer l'attention sur les questions des droits numériques, à favoriser l'activité citoyenne, ainsi qu'à protéger et étendre les libertés civiques à l'ère numérique.

Notes

[1] Crédit photos : Martin Krzywinski (Creative Commons By) et

Martin Krzywinski (Creative Commons By)